

Négociations climatiques ardues à la COP24

LeDevoir.com Environnement 12 décembre 2018 Alexandre Shields

<https://www.ledevoir.com/societe/environnement/543383/les-negociations-climatiques-en-pologne-sont-difficiles-admet-mckenna>

La ministre fédérale de l'Environnement, Catherine McKenna, a jugé « décevante » l'attitude de pays comme les États-Unis, la Russie et l'Arabie saoudite face au rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

Il sera « difficile » de parvenir à définir les règles de mise en oeuvre de l'Accord de Paris d'ici vendredi, a admis mardi la ministre fédérale de l'Environnement, Catherine McKenna, qui participe à la Conférence annuelle des Nations unies sur les changements climatiques, la COP24. Elle estime toutefois que le Canada peut jouer un rôle de chef de file dans le domaine, malgré l'importance du secteur des énergies fossiles dans l'économie du pays.

« Nous avons besoin de préserver la nature de l'Accord de Paris, qui est un exemple de multilatéralisme, mais il est clair que nous avons beaucoup de travail à faire pour trouver un consensus » sur les règles de mise en oeuvre de cet accord, a souligné la ministre au cours d'une conférence téléphonique organisée dans le cadre de la COP24, qui se tient à Katowice, en Pologne. Les négociateurs ont jusqu'à vendredi pour finaliser le « livre des règlements » de l'Accord de Paris, signé en 2015. Ces règles doivent notamment préciser la façon dont les différents pays devront déclarer leurs émissions de gaz à effet de serre, inciter tout un chacun à en faire plus et permettre des avancées en matière de financement pour aider les pays en développement à lutter contre les changements climatiques et à s'adapter aux impacts de ceux-ci.

Un tel programme annonce « des discussions difficiles et complexes » toute la semaine, a fait valoir la ministre canadienne. « Pas moins de 195 pays ont convenu en 2015 qu'ils devaient prendre part à l'action climatique, mais nous devons maintenant mettre en place des règles claires et des mesures de transparence pour y parvenir. »

Cette question de la « transparence » apparaît selon elle essentielle, et ce, pour obliger les pays à « rendre compte de leurs progrès », tout en reconnaissant le besoin de « flexibilité » pour les pays en développement.

Ces points seraient toutefois au coeur des blocages à la table de négociations, selon des observateurs cités par l'Agence France-Presse.

Alors que les délégations sont à pied d'oeuvre pour parvenir à l'objectif de quitter la Pologne « avec un livre de règlements crédible », Catherine McKenna a jugé « décevante » l'attitude de pays comme les États-Unis, la Russie et l'Arabie saoudite.

Au cours des derniers jours, ces pays ont fait front commun pour bloquer une motion mise en avant à la COP24 pour accueillir « favorablement » le plus récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Ce document porte sur les impacts d'un réchauffement mondial limité à 1,5 °C.

« Plusieurs scientifiques ont travaillé très fort pour produire ce rapport sur la limite de 1,5 degré, qui démontre très clairement que nous avons douze ans pour agir si nous voulons éviter les pires impacts des changements climatiques », a rappelé Mme McKenna.

La ministre a par ailleurs soutenu que le Canada compte pour sa part jouer un rôle de « chef de file » climatique tout en poursuivant le développement du secteur des énergies fossiles. « Je crois que le Canada peut démontrer, même si c'est difficile, comment une économie qui est basée en bonne partie sur les ressources naturelles peut lutter contre les changements climatiques », a-t-elle soutenu.

Il sera « difficile » de parvenir à définir les règles de mise en oeuvre de l'Accord de Paris d'ici vendredi, a admis mardi la ministre fédérale de l'Environnement, Catherine McKenna, qui participe à la Conférence annuelle des Nations unies sur les changements climatiques, la COP24. Elle estime toutefois que le Canada peut jouer un rôle de chef de file dans le domaine, malgré l'importance du secteur des énergies fossiles dans l'économie du pays.

« Nous avons besoin de préserver la nature de l'Accord de Paris, qui est un exemple de multilatéralisme, mais il est clair que nous avons beaucoup de travail à faire pour trouver un consensus » sur les règles de mise en oeuvre de cet accord climatique, a souligné la ministre McKenna au cours d'une conférence téléphonique organisée dans le cadre de la COP24, qui se tient à Katowice, en Pologne.

Concrètement, les négociateurs de quelque 200 pays ont jusqu'à vendredi pour finaliser le « livre des règlements » de l'Accord de Paris, signé en 2015. Ces règles doivent notamment préciser la façon dont les différents pays devront déclarer leurs émissions de gaz à effet de serre (GES), inciter tout un chacun à en faire plus, permettre des avancées en matière de financement pour aider les pays en développement à lutter contre les changements climatiques et s'adapter aux impacts de ceux-ci.

Points litigieux

Un tel programme annonce « des discussions difficiles et complexes » toute la semaine, a fait valoir la ministre canadienne. « Nous avons besoin de règles claires pour la mise en oeuvre de l'Accord de Paris sur le climat. Pas moins de 195 pays ont convenu en 2015 qu'ils devaient prendre part à l'action climatique, mais nous devons maintenant mettre en place des règles claires et des mesures de transparence pour y parvenir. »

Cette question de la « transparence » apparaît selon elle essentielle, et ce, pour obliger les pays à « rendre compte de leurs progrès », mais aussi à faire des gestes en accord avec leurs engagements, tout en reconnaissant le besoin de « flexibilité » pour les pays en développement.

Ces points seraient au coeur des blocages à la table de négociations, selon des observateurs cités par l'Agence France-Presse. « Le travail n'est pas terminé, loin de là. De nombreuses divisions politiques demeurent », a d'ailleurs déclaré mardi la responsable climat de l'ONU, Patricia Espinosa. « Le moment du consensus et du compromis est venu, pour le bien de tous », a-t-elle lancé aux ministres réunis en session plénière, espérant un accord d'ici la fin de la COP24.

Fronde politique

Alors que les délégations sont à pied d'oeuvre pour parvenir à l'objectif de quitter la Pologne « avec un livre de règlements crédible », Catherine McKenna a jugé « décevante » l'attitude de pays comme les États-Unis, la Russie et l'Arabie saoudite.

Au cours des derniers jours, ces grands producteurs d'énergies fossiles ont fait front commun pour bloquer une motion mise en avant à la COP24 pour accueillir « favorablement » le plus récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Ce document, qui porte sur les impacts d'un réchauffement global limité à 1,5 °C, met en lumière le besoin de réduire

les émissions de CO2 de 45 % d'ici 2030, par rapport à leur niveau de 2010. Il faudrait ensuite atteindre un « zéro net » d'émissions de CO2 autour de 2050.

«Plusieurs scientifiques ont travaillé très fort pour produire ce rapport sur la limite de 1,5 degré, qui démontre très clairement que nous avons douze ans pour agir si nous voulons éviter les pires impacts des changements climatiques », a rappelé Mme McKenna. Sa position demeure donc claire : « Le Canada accueille favorablement ce rapport, parce que nous reconnaissons le travail scientifique et que nous devons prendre les bonnes décisions pour lutter contre les changements climatiques. »
Pétrole et climat

Mme McKenna a d'ailleurs soutenu que le Canada, détenteur des troisièmes réserves pétrolières mondiales, peut jouer un rôle de chef de file climatique tout en poursuivant le développement du secteur des énergies fossiles.

« Je crois que le Canada peut démontrer, même si c'est difficile, comment une économie qui est basée en bonne partie sur les ressources naturelles peut lutter contre les changements climatiques. Nous avons beaucoup à faire, mais nous pouvons aussi être un chef de file », a-t-elle soutenu, en réponse à une question du *Devoir*.

« Nous travaillons très fort avec le secteur pétrolier, mais ce que je dis, c'est qu'il faut mettre les gens au centre de nos politiques, afin de créer des emplois et de faire croître notre économie. C'est sûr qu'on veut être ambitieux, mais il y a encore des gens qui utilisent des voitures qui ne sont pas électriques », a ajouté la ministre de l'Environnement.

Elle a néanmoins réaffirmé le besoin, pour le Canada et pour les autres pays signataires de l'Accord de Paris, de mettre en oeuvre « une action climatique plus ambitieuse ».

Un message repris mardi, à la COP24 par des dirigeants d'États insulaires et le président du GIEC, Hoesung Lee. « Faire plus maintenant réduit la dépendance à l'égard de techniques non éprouvées et risquées pour éliminer le dioxyde de carbone de l'atmosphère, a-t-il expliqué, cité par Associated Press. Faire moins maintenant soumettrait aujourd'hui les gens aux risques connus d'un dépassement de 1,5 °C, avec de graves risques de pertes irréversibles d'écosystèmes et de chocs pour les besoins fondamentaux des sociétés humaines les plus fragiles. »

À lire aussi

[L'humanité doit cesser d'émettre du CO₂, prévient le GIEC](#)

[La communauté internationale est très loin de faire le nécessaire pour éviter le naufrage climatique.](#)

[Les taux d'émissions de CO₂ repartent à la hausse](#)

[Pendant ce temps, la COP24 se poursuit en Pologne.](#)

[À la COP24, les États-Unis et l'Arabie saoudite sont la cible de toutes les critiques](#)

[L'accueil à réserver au rapport des scientifiques du GIEC cristallise les positions.](#)

[La taxe carbone, entre fronde conservatrice et exercice éducatif](#)

[Les Canadiens sont divisés sur l'imposition d'un prix sur les émissions de GES.](#)

[2018, la deuxième année plus chaude jamais enregistrée en Arctique](#)

[Il y a fait 1,7°C de plus que la moyenne des trois dernières décennies.](#)